



**LES JEUNES  
IHEDN**

**[EN CLAIR]**

# **AMAZONIE : ANATOMIE D'UNE CRISE SECURITAIRE GLOBALE**



**Par Killian Araujo**

*Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.*

## À PROPOS DE L'ARTICLE

À la fois sanctuaire écologique et zone grise du système international, Amazonie est aujourd'hui au cœur d'une crise bien plus profonde qu'il n'y paraît. Derrière l'image du « poumon de la planète » se dessine un territoire fragmenté, traversé par des logiques de prédation, de violence et de rivalités économiques. Entre effondrement environnemental, essor des économies criminelles et délitement de l'autorité étatique, ce qui se joue en Amazonie dépasse largement ses frontières. Au-delà d'une crise continentale, l'avenir de cette zone conditionne désormais celui de l'équilibre mondial.

## À PROPOS DE L'AUTEUR



Membre du Comité Amériques, **Killian Araujo** estime que chaque pays américain joue un rôle central sur la scène internationale. Étudiant en section européenne espagnole dès le lycée et aujourd'hui en double diplôme franco-espagnol à Sciences Po Lille, il cultive son intérêt pour le continent. Au-delà des dynamiques nationales voire continentales, Killian croit que le continent influence mondialement nous autres.



Partagée entre 8 pays, la forêt amazonienne représente 6,9 kilomètres carrés, soit 5% de la surface terrestre. Aujourd'hui, entre la croissance des organisations criminelles, le passage de la drogue ou encore la culture aurifère, l'insécurité s'accroît pour les 34 millions d'habitants. Au-delà d'une crise amazonienne, celle-ci met en péril l'écologie mondiale et s'avère nourrie par le commerce international. Face à ces dangers, les peuples autochtones se mobilisent dans le but de défendre la plus grande forêt du monde. Mais dans un climat de pillage massif des ressources et d'absence de défense étatique, ces manifestations sont-elles tenables ?

## Une sécurité écologique toujours plus menacée

### La déforestation, symbole de l'insécurité en Amazonie

Le « poumon de la planète » abrite 10% de la biodiversité mondiale, dont 40 000<sup>1</sup> espèces de plantes recensées. Entre des arbres abattus, brûlés ou la place grandissante des vastes zones de pâturage, cette richesse ne cesse d'être menacée. En seulement un an, entre août 2020 et juillet 2021, sous la présidence de Jair Bolsonaro, 13 000 km<sup>2</sup> de forêt tropicale ont été rasés<sup>2</sup>. Au total, 18% de la biome est aujourd'hui dégradée, approchant dangereusement le seuil de non-retour estimé par les scientifiques entre 20 à 25%<sup>3</sup>, au-delà duquel la forêt pourrait se transformer irrémédiablement en savane. Cette transformation entraînerait une hausse de la température mondiale, menaçant directement la sécurité alimentaire, hydrique et sanitaire de l'ensemble de la planète. Également, cela menace les 385 peuples autochtones de la zone, parfois contraints de changer d'habitat. Puis, les incendies aggravent encore cette dynamique. En septembre

<sup>1</sup> AMAZON WATCH. « Indigenous leaders bring Amazon crime crisis to the UN ». Amazon Watch [en ligne], 20 avril 2026 [consulté le 21/05/2026]. Disponible sur : <https://amazonwatch.org/fr/news/2026/0420-indigenous-leaders-bring-amazon-crime-crisis-to-the-un>.

<sup>2</sup> Selon l'Institut national de recherche spatiale brésilien (INPE).

<sup>3</sup> GRATTAN, Steven. « L'Amazonie a été marquée par la sécheresse, les incendies et la déforestation en 2024 ». L'Actualité [en ligne], 28 décembre 2024 [consulté le 21/05/2026]. Disponible sur : <https://lactualite.com/actualites/lamazonie-a-ete-marquee-par-la-secheresse-les-incendies-et-la-deforestation-en-2024/>.

2024, la Bolivie a vu partir en fumée 7 millions d'hectares de forêts et de pâturages, soit une superficie équivalente à celle de l'Irlande, après une longue période de sécheresse. Cette destruction massive ne menace pas seulement les écosystèmes : elle contraint les peuples autochtones de la zone à abandonner leurs territoires ancestraux, générant une insécurité humaine directe et durable.

### La croissance de la culture aurifère, reflet de l'insécurité grandissante

Aujourd'hui, la guerre entre le pays de l'Oncle Sam et l'Iran remet l'or au centre des préoccupations des marchés, représentant une valeur refuge centrale en période de crise. Entre 1985 et 2022, les terres exploitées par les garimpos<sup>4</sup> sont passées de 18 619 à 241 019 hectares<sup>5</sup>, soit une multiplication par treize en moins de quarante ans. Bien que l'orpaillage ne soit pas en soi une activité illégale puisqu'une licence existe, celle-ci ne permet pas d'endiguer les dérives. Entre l'exploitation massive des sols ou encore la pollution des rivières au mercure, les populations autochtones sont souvent contraintes à l'insécurité alimentaire chronique. À l'instar des Yanomamis à la frontière entre le Venezuela et le Brésil où les 20 000 orpailleurs illégaux en réduisant les terres cultivables accentuent l'insécurité alimentaire autour de la malnutrition infantile. Cette culture aurifère profite aux organisations criminelles en Amazonie qui appliquent *le rip off*. C'est une technique, selon laquelle en vertu d'une contrepartie du matériel pour récupérer l'or accordé aux orpailleurs, les débiteurs honorent des services comme faciliter le transit de la drogue ou encore un pourcentage des profits. Ce danger ne cesse de croître en raison de la demande toujours plus grande du commerce international envers *l'aurum*. De fait les pays étrangers investissent dans ce métal précieux comme la société canadienne Belo Sun Mining qui à travers le projet Volta Grande désire implanter la plus grande mine d'or de l'histoire. Ces projets

---

<sup>4</sup> Les chercheurs d'or.

<sup>5</sup> CARFANTAN, Jean-Yves. « Crime organisée en Amazonie ». Revue Conflits [en ligne], 2 juillet 2024 [consulté le 21/05/2026]. Disponible sur : <https://www.revueconflits.com/39904-2-crime-organisee-amazonie/>.

sont toujours plus périlleux d'une part pour la sécurité écologique où la région du Xingu est déjà dévastée par le projet du barrage Belo Monte et d'autre part pour les populations obligées de changer radicalement de mode de vie.

## Une insécurité humaine nourrie par les économies criminelles

### Le transit de la drogue, moteur des organisations criminelles

La drogue constitue un double danger pour la sécurité amazonienne. D'une part, sa culture accentue la déforestation et la dégradation des sols : en 2020, 13 000 hectares de forêts colombiennes ont été abattus pour soutenir la culture de coca<sup>6</sup>. D'autre part, elle est devenue un véritable instrument de puissance pour les organisations criminelles. La technique du *rip off* permet à la drogue de traverser l'ensemble de la forêt, du continent et du monde, en s'appuyant sur un réseau de complicités locales que les États peinent à démanteler. Au moins 22 factions dont le *Primeiro Comando da Capital* (PCC)<sup>7</sup> ou encore le *Comando Vermelho* (CV) se disputent le contrôle des routes de la drogue. Si le territoire est une zone de transit entre l'Amérique du Sud, représenté par des points tels que Am<sup>i</sup>azonas ou Acre, il s'agit aussi d'une zone de transit pour le commerce international. En effet, le Pará, l'Amapá, Rondônia, ou encore Mato Grosso sont utilisés comme des points cruciaux du commerce de la drogue vers d'autres continents. Aujourd'hui, le commerce transamazonien représente 40 % du volume total des ressources financières annuelles générées par le trafic de cocaïne<sup>8</sup>. La forêt amazonienne n'est donc plus seulement un espace naturel : elle est devenue une infrastructure du crime organisé transnational.

<sup>6</sup> MONGABAY. « La cocaïne, un fléau environnemental ». Les Échos [en ligne], 15 août 2022 [consulté le 21/05/2026]. Disponible sur : <https://www.lesechos.fr/weekend/planete/la-cocaine-un-fleau-environnemental-1915160>

<sup>7</sup> Organisations criminelles brésiliennes qui se consacrent principalement au trafic d'armes et de drogue.

<sup>8</sup> CARFANTAN, Jean-Yves. « Crime organisée en Amazonie ». Revue Conflits [en ligne], 2 juillet 2024 [consulté le 21/05/2026]. Disponible sur : <https://www.revueconflits.com/39904-2-crime-organisee-amazonie/>.

## Le poids des organisations criminelles grandissant

Sous l'impulsion des économies aurifères et narco-criminelles, les réseaux illégaux s'accroissent au sein de la forêt la plus grande du monde. Ils affectent aujourd'hui 67 % des municipalités amazoniennes, et 32 % des territoires autochtones sont le théâtre de conflits entre acteurs armés<sup>9</sup>. Les organisations criminelles sont centrales dans le fonctionnement des économies illicites et s'agrandissent également via la précarité en Amazonie. En effet, les couches les plus pauvres à l'instar des jeunes sans emploi, éloignés du système éducatif succombent facilement aux offres des criminelles. L'objectif des organisations criminelles n'est pas de réaliser des putschs à l'encontre de l'État central mais plutôt de le neutraliser. Ainsi, premièrement ils tendent à conférer une place indispensable aux économies souterraines. En Bolivie, une personne sur six vit de l'exploitation de substances illicites, rendant toute substitution économique quasiment impossible. Deuxièmement, ils corrompent systématiquement les agents publics et les autorités, en leur offrant des compléments de revenus en échange de l'octroi de facilité de licences d'exploitation. Troisièmement, certaines factions comme le PCC franchissent le seuil du politique en finançant directement des campagnes électorales, s'assurant ainsi une influence durable sur les institutions locales.

## Face à l'absence d'État, la résistance autochtone comme ultime rempart

### Un État défaillant voire complice

L'État amazonien brille davantage par son absence que par sa protection. Cette défaillance se manifeste concrètement à travers trois dynamiques complémentaires : une militarisation mal orientée, une corruption systémique et

---

<sup>9</sup> XIPAIA, Juma et MAKUXI, Ivo. « A new gold rush threatens the Amazon ». Amazon Watch [en ligne], 6 mai 2026 [consulté le 21/05/2026]. Disponible sur : <https://amazonwatch.org/fr/news/2026/0506-a-new-gold-rush-threatens-the-amazon>.

une complicité implicite avec les intérêts extractivistes. D'une part, la présence militaire en Amazonie existe, mais elle protège rarement les populations autochtones. Au Pérou, l'armée est régulièrement déployée dans les régions de la Valle de los Ríos Apurímac, Ene y Mantaro, principal bassin de production de coca du pays, mais les résultats restent limités face à l'emprise des sendéristes reconvertis dans le narco-trafic. En Colombie, les Fuerzas Militares peinent à contrôler les départements amazoniens comme le Putumayo ou le Caquetá, où les dissidences des FARC <sup>10</sup> et le groupe armé Estado Mayor Central ont reconstitué leur présence après les accords de paix de 2016. D'autre part, la corruption des agents publics est documentée à tous les niveaux. En 2021, l'opération Hydra menée par la police fédérale brésilienne a révélé que des agents de la FUNAI<sup>11</sup>, l'organisme officiel de protection des peuples autochtones délivraient illégalement des autorisations d'accès aux territoires indigènes protégés en échange de pots-de-vin versés par des *garimpeiros* et des exploitants forestiers. Au Pérou, le scandale Los Cuellos Blancos del Puerto a mis en lumière des réseaux de corruption impliquant des juges, des procureurs et des responsables politiques facilitant l'accès illégal aux ressources amazoniennes. Ces phénomènes ne sont pas des cas isolés, quand les lanceurs d'alerte sont tués et que les corrompus restent en poste, la protection étatique devient une fiction. Enfin, au-delà de la corruption, c'est la politique économique elle-même qui trahit les populations autochtones. Les gouvernements successifs ont systématiquement présenté les grands projets extractivistes comme des vecteurs de développement et de modernisation. Le barrage **Belo Monte**, construit sur le fleuve Xingu entre 2011 et 2016 pour un coût de 18,5 milliards de dollars, en est l'exemple le plus emblématique : 40 000 personnes ont été déplacées de force<sup>12</sup>, dont des milliers d'autochtones des peuples Juruna, Arara et Kayapó, sans

<sup>10</sup> Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), fondées en 2017.

<sup>11</sup> Fondation Nationale des Peuples Indigènes fondée en 1967.

<sup>12</sup> XIPAIA, Juma et MAKUXI, Ivo. « A new gold rush threatens the Amazon ». Amazon Watch [en ligne], 6 mai 2026 [consulté le 21/05/2026]. Disponible sur : <https://amazonwatch.org/fr/news/2026/0506-a-new-gold-rush-threatens-the-amazon>.

consultation préalable ni compensation satisfaisante. Toujours plus de projets valorisés pour le développement, mais le développement pour qui, et au profit de qui ? Quand les bénéficiaires partent à l'étranger et que les risques restent sur place, la notion même de développement devient une rhétorique au service de la dépossession.

### La mobilisation autochtone, seule réponse organisée

Face à cet abandon étatique, les peuples autochtones ont progressivement construit des structures de résistance organisée. Dès 1984, la Coopération des organisations indigènes du bassin amazonien (COICA) pose les bases d'une réponse collective et transnationale. En 2016, elle publie le rapport *L'Amazonie assiégée : comment la criminalité et la militarisation menacent les peuples autochtones*, qui documente pour la première fois à l'échelle panamazonienne l'ampleur des violences subies et interpelle la communauté internationale. Cette mobilisation monte en puissance. En février 2026, soixante leaders autochtones se réunissent en Amazonie péruvienne et adoptent la Déclaration de Pucallpa, appel collectif à défendre la vie, les cultures et l'autonomie territoriale des peuples autochtones. Contre la militarisation imposée par les États, ils réclament une autodétermination claire et la garantie de leur participation aux politiques affectant leurs territoires. Sur le plan international, l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII) constitue un espace de dialogue entre dirigeants autochtones et missions diplomatiques, notamment avec l'UNODC, permettant de porter ces questions au cœur des agendas de sécurité mondiale. De fait, c'est bien là le paradoxe de la situation amazonienne : ceux qui défendent le mieux la forêt et donc la sécurité écologique mondiale — sont précisément ceux que les États protègent le moins. La résistance autochtone n'est pas seulement un combat pour la survie culturelle : c'est une contribution directe à la sécurité de la planète tout entière.

## Conclusion

La crise sécuritaire amazonienne est donc totale et systémique. Elle est écologique, humaine, criminelle et institutionnelle à la fois. La déforestation menace la stabilité climatique mondiale, l'or et la drogue financent des organisations criminelles qui neutralisent progressivement les États. Alors, les populations autochtones premières victimes de ce pillage se retrouvent livrées à elles-mêmes. Face à l'absence de l'État et à l'appétit du commerce international, leurs mobilisations constituent aujourd'hui l'ultime ligne de défense d'un territoire dont l'avenir conditionne celui de la planète entière. La question n'est donc plus de savoir si l'Amazonie peut être sauvée, mais de décider collectivement qui a la volonté politique de la sauver.



[publication@jeunes-ihedn.org](mailto:publication@jeunes-ihedn.org)